L'Ami de la Nouvelle-Orléans

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL—NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 26 AVRIL 1848.

Imprimé et publié par
HAGNE & WEISSE.
No 31, rue de Chartres, et No. 12, rue du Camp

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 26 AVRIL 1848.

LE GENERAL TAYLOR.

Nous publions aujourd'hui la lettre que le général Taylor a adressée à son beau-frère, le capitaine Allison. C'est une profession de foi digne de noblesse et de dignité, sincère comme le cœur du vieux soldat, franche comme sa parole, haute comme sa vaillante épée. On voulait faire le vainqueur de Monterey et de Buena-Vista révéler sa religion politique ; il l'a fait, et désormais d'innombrables sympathies lui seront acquises. Ce que nous admirons dans la lettre du général Taylor, c'est la franchise toute militaire qui y règne, c'est la loyauté que respire chaque phrase, chaque mot. Pas la moindre dissimulation, mais d'un bout à l'autre une fière et mâle sincérité. Il se sert des mots propres et exprime sa pensée d'une manière claire, nette, précise, énergique. C'est le langage d'un homme de bien, d'un citoyen éprouvé qui n'a d'autre ambition que celle de servir son pays.

On lui reprochera plus au général Taylor de n'avoir aucun credo politique. Il vient de se présenter à ses concitoyens ; il se déclare whig, tant mieux ; s'il est élu, il veut être le président de la Nation et non celui d'un parti. Il ne prendra aucun engagement. Quant au tarif et aux grands travaux d'amélioration, la volonté du peuple sera la sienne. Le général Taylor comprend la démocratie et saurait la pratiquer. Il ne se permettra pas, comme l'ont fait tant de présidents modernes, de substituer sa volonté à celle du peuple, ce qui tend à vicier le véritable esprit de la république. Les réflexions sur l'exercice du veto sont on ne peut plus sages ; si M. Polk et quelques-uns de ses prédécesseurs avaient partagé ces sentiments, d'importantes mesures, nécessaires à la prospérité nationale, auraient infiniment plus de fixité et contribueraient bien plus au bien-être général. Lorsque le brave soldat vient à parler de la guerre, il ne trouve que des paroles de paix. La guerre, dit-il, et surtout la guerre de conquête, est incompatible avec nos institutions ; on doit l'éviter à l'égal d'une calamité nationale. Passant ensuite de la théorie à l'application, il exprime le vœu que la paix soit promptement établie entre les États-Unis et le Mexique.

Cette partie de la lettre du général Taylor est celle qui mérite d'être sérieusement méditée. Le gouvernement s'est engagé depuis vingt ans dans une voie funeste. Les présidents, animés du redoutable pouvoir du veto, exercent parfois une autorité quasi royale et rédigent à néant la volonté populaire exprimée par nos représentants au Congrès. Combien de fois celui en n'a-t-il pas dû se soumettre humblement en bon vouloir de l'exécutif ! Les présidents, comme le dit avec infiniment de raison le général Taylor, les présidents ne doivent exercer le pouvoir dictatorial que leur attribuent nos institutions que dans des circonstances extraordinaires, lorsqu'un acte du Congrès constitutionnel, par exemple, une résolution flagrante de la constitution, ou lorsqu'une mesure est décrétée sous l'empire de mauvais sentiments.

Voici la lettre du général Taylor, qu'on la lise avec toute l'attention qu'elle mérite.

Baton-Rouge, 22 avril 1848.

Mon cher J. S. Allison.

Mes amis et mes opinions ont été si souvent mal interprétées que je crois devoir à moi-même et à mes amis, de les exprimer brièvement sur les questions que vous me signalez.

Je consentirai à l'usage de mon nom pour la cause, future présidentielle. J'ai déclaré franchement que je ne me croyais pas propre à cette haute magistrature, mais m'étant, à la sollicitation de quelques-uns de mes concitoyens, posé comme candidat, je ne me crois pas libre d'abandonner ce terrain, jusqu'à ce que mes amis m'en exigeraient le droit. Je m'écarterais alors avec peine. Je n'ai aucun but particulier à atteindre, aucun projet de parti à réaliser ; aucune ambition à poursuivre, je n'ai à servir que mon pays.

On m'a souvent écrit, et l'on m'a demandé mon opinion sur presque toutes les questions qui pouvaient intéresser le pays ou les partis. Je n'ai jamais toujours répondu à ces lettres pour plusieurs raisons.

Bien que je sois de grands principes qui règlent ma vie politique, je conviendrai cependant que, dans les différentes phases de la législation politique ne me sont pas assez familières pour m'engager solennellement à maintenir telle mesure, ou à y opposer, dans le cas où je serais le candidat élu et serais nommé Président. Je n'ai pas de dissimulation. Je n'ai pas d'opinion que je ne puisse exprimer devant mes concitoyens réunis, tous des impressions passagères qui certaines questions du moment, qui peuvent être jugées aujourd'hui et nullement fondées demain, ces impressions ne sont peut-être pas ce que l'on doive considérer pour nommer à une place. Il ne peut pas se fier à un homme, lorsqu'on exige de lui des engagements préalables, sans lesquels on n'aurait eu lui aucune confiance.

Je vais maintenant répondre à vos questions.

1o—Je répète ce que j'ai souvent dit—Je suis whig, mais un whig modéré. Si je suis élu, je ne voudrais pas être purement le président d'un parti. Je tacherai d'agir avec indépendance. Je ne croirai tenu de diriger l'administration ni de considérer les projets d'un parti.

2o—*Le veto*—Le pouvoir du veto accordé par la constitution à l'exécutif est un pouvoir essentiellement conservateur, mais il devrait rarement exercé à moins qu'on ne le viole manifestement la constitution, ou lorsque le Congrès a clairement agi avec trop de précipitation ou sans assez de réflexion. Il me semble que depuis quelques années, les opinions et les désirs du peuple exercé une influence illégitime et inconstitutionnelle sur le département législatif, et je considère la véritable théorie de notre système gouvernemental peut en recevoir une grave atteinte. *Les opinions individuelles de la personne qui est portée à la présidence ne doivent pas contrebalancer, en tant que questions de politique intérieure, et l'exercice ne devrait faire intervenir aucune objection lorsque des questions d'une constitutionnalité ont été résolues par les différents départements du gouvernement et sanctionnées par le peuple.*

3o—En ce qui concerne un tarif, à la circulation, à l'amélioration des grandes routes, rivières, lacs, ports, la volonté du peuple, exprimée par ses représentants au Congrès, il n'être respectée et mise à exécution par le président.

4o—*La guerre mexicaine.* Je me regrette amèrement de la perspective d'une paix prochaine. Mais je n'en désire pas moins que la guerre cesse cependant je guerre comme une calamité nationale que l'on doit chercher à éviter, si l'honneur national le permet. *Les principes de notre gouvernement républicain, l'exemple politique qu'il donne aux nations, l'enseignement des autres nations et les désenchantements des autres pays par la conquête.* Selon le langage du grand Washington, l'extension territoriale pour notre république ne doit pas être étrangère !"

Dans la guerre mexicaine notre honneur national a été amplement satisfait, et en dictant les conditions de paix un ennemi vaincu nous pouvons bien nous montrer indulgents et magnanimes.

Vous me demandez quelles sont mes opinions sur les questions que vous m'avez signalées, et l'on doit concevoir comme fausse et contraire à la vérité toute publication, écrite ou verbale, qui diffère essentiellement de ce que je vous énoncerai.

Je ne sais pas si j'écrirai encore sur la politique nationale. Je ne prendrai part à aucun plan, à aucune combinaison, à aucune intrigue. Le peuple américain ne repose pas de compter en moi, qu'il ne m'accorde pas sans réserve. Dans ce dernier cas, vous me connaissez assez pour savoir que je serai parfaitement satisfait. Je suis un trop vieux soldat pour murmurer contre une aussi haute autorité.

Z. TAYLOR.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE POUR L'ABEILLE.

Mobile, 5 avril, 2 heures 35 minutes P. M.

Vente de coton, sur cette place aujourd'hui, 1,000 balles—les middlings à 5¾ cents. Les affaires sont calmes, et le marché monétaire inactif. Il n'y pas en aujourd'hui de foule à la banque, et les craintes se sont dissipées.—Point de nouvelles politiques.

Incendie.—Lundi soir, dit le *Franklin Banner* du 22, le nouveau magasin de MM. Sanderson et Hannegan, la maison de M. D. Furey, ainsi qu'un bâtiment nouvellement construit ont été détruits par un incendie à Pakersonville. La perte totale est estimée à $7,000.

EUROPE.

On a reçu hier matin de Mobile une dépêche télégraphique ainsi conçue :

"Les nouvelles apportées par le navire *Duchesse d'Orléans* sont confirmées par les journaux de Charleston.

"La Russie dirige de grandes armées sur la Pologne en donnant pour prétexte qu'il existe une ligue entre les états républicains.

"Beaucoup de faillites en France.—Les Rothschild ont suspendu leurs paiements.

"Mobilie commence à se remettre, de l'embarras des affaires. On parle de quelques faillites. On n'assigne plus la banque. On n'a pas encore retrouvé le corps de E. L. Andrews."

S'il est vrai que les Rothschild ont fait faillite, ce serait certes un des plus grands événements de l'époque d'aujourd'hui, et de bouleversements où nous vivons. Il est du reste impossible de supposer qu'ils ont, en vue de la situation politique de l'Europe, suspendu provisoirement leurs paiements. Mais cette supposition seule, dictée par les circonstances, influerait encore d'une manière fâcheuse sur le commerce du monde entier.

CONGRES.

Washington—26 avril—On présente un grand nombre de pétitions.

M. Miller rapporte, au nom du comité des affaires maritimes, un bill pour augmenter les chirurgiens de la marine.

M. Dix, du comité de commerce, rapporte un bill pour établir une ligne de steamers entre New-York et la Nile-Orléans.

M. Rusk, du comité des affaires maritimes, rapporte un bill pour venir en aide au multiplication Rogers.

M. Niles, du comité du commerce, introduit une résolution enjoignant au comité de finances de s'enquérir de l'utilité de frapper à la Monnaie des quarts de piastres, et de ne plus frapper de sous.

M. Badger propose de prendre en considération le bill qui accorde à l'adjudant de l'Académie militaire, le même salaire qu'aux officiers l'armée qui ont un semblable grade.

M. Case rapporte avec quelques amendements le bill relatif aux réclamations californiennes.

Sur motion, le Sénat délibère en comité général sur le bill touchant la Cour Suprême.

MM. Allen, Butler, Badger, Ashley et Crittenden prennent part à la discussion. Le bill étant mis aux voix est repoussé à une majorité de 23 contre 17.

Chambre des Representants—M. Giddings demande la suspension des règlements pour proposer la nomination d'un comité spécial de sept membres chargés de s'informer pourquoi soixante-six hommes qui cherchaient à se soustraire à l'esclavage ont été arrêtés et jetés en prison. La suspension n'est pas accordée.

La Chambre délibère sur les élections contestées. MM. Boyden et Starkweather prennent successivement la parole et puis la Chambre s'ajourne.

Écoles publiques—On trouvera dans une autre partie de nos colonnes, le rapport du surintendant des Écoles Publiques de la Première Municipalité. Nous y appelons l'attention de nos lecteurs. Les vues exprimées par M. Faure prouvent qu'il a fait une étude spéciale de la grave question de l'instruction publique, et qu'il comprend parfaitement les nécessités des Écoles de la Nouvelle-Orléans. Nous voyons avec plaisir qu'il recommande la construction de bâtiments spéciaux pour les classes. D'autres suggestions renfermées dans son rapport méritent la sérieuse attention du Conseil.

Le Taglioni.—D'après le rapport suivant, extrait du log du navire *Vicksburg*, arrivé ici hier, il y aurait lieu de croire que le Taglioni a pu être remis à flot puisqu'il serait entré à Key-West après s'être échoué sur le récif de Canyford, à environ quatre-vingt-dix milles de ce port. Un seul fait pourrait nous faire penser que le capitaine du Vicksburg a commis une erreur, c'est l'arrivée à Key-West le 12 avril, du capitaine Rodgers, avec une partie de la cargaison et les matériaux sauvés du navire, ainsi que la perte la correspondance de M. Mathews, président de la Cie d'Assurances Mutuelles du Soleil de cette ville. Il serait cependant possible qu'après avoir mis en lieu de sûreté ses passagers et son chargement, le capitaine fut retourné tenter de remettre à flot son navire et qu'il y eut réussi.

Voici le rapport du *Vicksburg* :

"19 avril—Nous avons parlé à un pilotboat de Key-West, qui nous a informé que le navire Tagliori est entré à Key-West, après avoir été échoué sur les rochers de la Floride".

La malle—Le département des postes doit être bien mal organisé ! Les dernières dates que nous ayons reçues hier sont du 16 de New-York et du 17 de Washington. Les estafettes particulières vont rendre les malles du gouvernement à peu près inutiles.

Boston—La frégate à vapeur *Mississipi*, partie le 2 de ce mois de Vera-Cruz, est arrivée le 16 à Boston. Les restes du lieutenant Théodore B Barrett se trouvaient à bord.

Caroline du Nord—La convention démocratique de la Caroline du Nord s'est réunie à Raleigh le 20 de ce mois. L'honorable David S. Reid a été désigné comme candidat locofoco au poste de gouverneur.

Texas—Le steamer *Galveston*, arrivé hier dans notre port, nous a apporté des journaux du Texas jusqu'au 23 du courant. Ils mentionnent la mort de M. Joseph B. Miller, qui s'est noyé dernièrement dans le Guadalupe. Les récoltes promettent beaucoup dans le voisinage de cette dernière ville.

Rio-Grande—Nous avons reçu des journaux de Matamoros jusqu'au 19 de ce mois. Ils ne renferment rien de nouveau.

Chronique Locale.

Bals de bals publics—Le capitaine Mazerat a rapporté au recorder Seuzeneau que tous les bals publics du 1d district de la 3me Municipalité étaient fermés. On se rappelle que le conseil de cette partie de la ville a passé une résolution défendant l'ouverture des bals publics dans les limites de la 3me Municipalité.

Cour Suprême—Ce tribunal a rendu lundi dernier quinze décisions. Nous en citerons quelques unes des plus importantes. Le jugement de la 4me Cour de district dans l'affaire de Mc. Dowell et Peck, appelants, contre Thomas J. Read & Co., intimés, a été annulé, et l'affaire renvoyée de nouveau devant le même tribunal. Le jugement de la 10ème Cour de district rendu dans la paroisse de Madison, dans l'affaire de R. C. Stockton, appelant, contre D. Stanbrough et als., intimés, a été maintenu avec dépens. Le jugement de la 3me Cour de district de la Nouvelle-Orléans dans l'affaire de Greiner, intimé, contre Prendergast, appelant, a été annulé, et l'affaire mise hors de Cour. Dans l'affaire de la succession de Charlotte Whitehead, en opposition du tableau présenté par T. R Hyde, administrateur de ladite succession, la Cour Suprême a rendu le jugement suivant : — Il est ordonné que la Cour ici parte du jugement de la Cour inférieure, rejetant la réclamation de Mme Henriette Phelps, pour pavage, sont annulée. Il est de plus ordonné que ladite dame Henriette Phelps soit portée sur le tableau de T. R Hyde, administrateur de la succession, comme créancière pour la somme de $116 89"—Dans l'affaire de l'État de la Louisiane contre Lewis, exécuteur de Spangerberg, le jugement de la Cour de district de la paroisse de Jefferson a été maintenu. Cet exécuteur avait été condamné pour meurtre par une Cour compétente originaire d'après l'acte de 1846, et sentencié à 20 années d'emprisonnement aux travaux forcés dans le pénitentiaire. Après plusieurs tentatives infructueuses pour obtenir un nouveau jugement, une demande en habeas corpus fut formulée devant le juge de district de la paroisse de Jefferson. Le writ fut refusé, et le défendeur fut appel.

Conseil de la Municipalité No 2—Le Conseil s'est réuni hier par suite la présidence du recorder Baldwin. Le secrétaire donne lecture du rapport hebdomadaire du trésorier; d'après ce document, les recettes de la semaine se sont élevées à la somme de $15,525 84; les dépenses à $12,450 30, ce qui laisse une balance dans le trésor municipal de $3,065 51.

Après la lecture d'une lettre du général Smith, maintenant au Mexique, offrant ses remerciements aux membres de ce Conseil, pour la marque que d'estime dont ce corps lui a témoigné en faisant faire son portrait. Sur motion de M. Peters, cette lettre est déposée aux archives.

Plusieurs propositions cachetées sont transmises au Conseil par le voyer, pour la réparation des différentes rues à la pompe de la Municipalité. Elles sont référées au comité des incendies.

On lit une pétition émanant de la population allemande de cette Municipalité, demandant à ce que les ordonnances du Conseil soient publiées dans cette langue. Sur motion de M. Peters, il est résolu qu'à partir de la passation de la présente résolution, les ordonnances de ce Conseil, seront publiées dans le "*Die Glocke*," journal allemand publié dans cette ville.

M. Peters, de comité des finances, présente un rapport constatant les affaires financières de la Municipalité. D'après ce document, la dette totale de la Municipalité en 1847 s'est élevée à la somme de $2,871,499 99; la dette totale en 1848 à $2,439,841 59, ce qui fait une déduction dans l'espace d'une année de $238,557 70. Les recettes de cette année sont estimées à $450,095; les dépenses à $544,750; laissant un déficit à faire face de $152,655. Le comité recommande la plus stricte économie. Ce rapport est, sur motion, ordonné à l'impression.

Peu après, le Conseil s'ajourne.

Une tentative de vol a eu lieu dans la nuit du lundi chez M. B. Fougnier, horloger, rue Conclerc, rue Royale. Heureusement, le serrement était solide et a résisté aux secousses de la pince de fer; les voleurs ont donc été obligés de se retirer après avoir déployé la porte.

Cour de simple. — John Dunn, accusé de blessures avec intention de tuer, John Mc. Cann, accusé de vol, et Joseph Hanks, accusé de vol, ont comparu hier devant le juge Canon, et leurs procès a été remis à demain.

Incendie, Baptême, &c.—La femme Rose Lee vient encore de subir l'épreuve du baptême du feu. Hier, vers le commencement de l'après-midi, le feu a été découvert dans la maison de cette femme, située [illegible] Bayou St. John. Les pompiers [illegible] ont bientôt éteint le feu, qui n'a causé que peu de dommages. Cette femme a déjà subi [illegible] ordeal, et est [illegible] sortie victorieuse. Nous espérons que cette fois-ci elle ne sera pas [illegible] condamnée à être brûlée vive.

Théâtre d'Orléans.

Bénéfice de Mme Fleury Jolly.

C'est demain qu'a lieu la représentation au bénéfice de notre excellente *prima-donna*. Indépendamment des titres si nombreux et si incontestables que la bénéficiaire peut faire valoir, et qui suffiraient sans aucun doute pour remplir la salle, le spectacle qui est offert aux habitués du théâtre ne peut manquer de stimuler l'empressement de la foule. La première représentation à notre théâtre d'un des chefs-d'œuvre de Bellini est un événement mis en de trop grande importance pour qu'aucun *dilettante* manque à l'appel—et pour se faire naturaliser aux bords de la Mississippi, les *Puritains* ne pouvaient certes choisir un plus heureux patronage que celui de Mme Fleury-Jolly. Tout ce que notre ville renferme de jolies femmes et de vrais admirateurs de la grande et belle musique se trouvera réuni demain soir au théâtre.

Le concert de MM. Bottesini, Arditi et Desvignes n'aura pas lieu ce soir comme nous l'avons annoncé. Il est remis à vendredi prochain, 28 du courant.

Nouvelles Maritimes—Le navire de guerre américain *Saratoga* a dû mettre à la voile il y a quelques jours de New-York. Il se rend dans le golfe. Le *Dolphin* est également prêt à partir. Il y avait, en outre, à l'ancre dans le voisinage de Batterie, le *North Carolina*, les frégates *Savannah* et *Macedonian*, le steamer *Fulton* et la corvette *Vincennes*.

RAPPORT ANNUEL DU SURINTENDANT DES ECOLES PUBLIQUES,

Adressé au Conseil de la Première Municipalité.

Le Surintendant des Écoles publiques, conformément aux devoirs qui lui sont imposés par la loi, a l'honneur de présenter son rapport annuel sur la situation des Écoles publiques de la première Municipalité.

Les Écoles publiques de la Première Municipalité ont été établies* en commencement de février 1844.

Le 31 mars 1848, le nombre des écoles avait été porté de six à neuf ; celui des *professeurs*, de trente-huit à quarante-six, et 1,725 élèves fréquentaient régulièrement aux classes.

Dans cette période de quatre années, 5,950 enfants ont été admis dans les écoles et ont participé aux bienfaits de l'instruction publique.

Ces faits n'ont pas besoin de commentaires ; ils démontrent d'une manière assez concluante que la popularité de nos écoles est loin de diminuer et que la direction n'a point failli à la mission qui lui a été confiée par le Conseil.

Le tableau suivant indique le nombre des élèves, année par année, et l'âge, le lieu de naissance et la langue maternelle des élèves inscrits au 31 mars dernier.

Nombre total		Age des Elèves	
Mars 1844	515	De 5 à 8 ans	465
" 1845	1,029		
" 1846	1,351	De 8 à 11 ans	581
" 1847	1,518		
" 1848	1,725	De 11 à 16 ans	459
		Récapitulation.	
		Filles	894
		Garçons	811

Lieu de Naissance.		Langue Maternelle.	
Louisiane	866		
Etats Unis	265		
France	126	Française	744
Allemagne	139	Anglaise	698
Grande Bretagne	22	Allemand	139
Irlande	113	Espagnol	49
Espagne	30	Italien	22
Italie	28	Russe	2
Canada	5		
Mexique	3		
Russie	2		

Les recettes des Écoles publiques pendant l'année qui vient de commencer, peuvent être calculées approximativement comme suit :

Revenu net de l'accroissement de la taxe sur les bals $ 13,300 00
Produit de la taxe sur les bals 1,300 00
Contingent probable du par l'État en décembre prochain 20,000 00
Total $34,500 00

Les dépenses pendant la même période peuvent être évaluées à 49,500 00

L'appropriation faite ce jour annee se trouverait donc réduite à environ $27,000 00

Ce qui représente une économie de $9000 pour la Municipalité, et cela, sans que les ressources et les besoins aient été diminués, grâce au revenu considérable qui leur est désormais assuré par les dispositions de la loi sur l'instruction publique, adoptée à la dernière session de la Législature.

L'augmentation qui a eu lieu dans les dépenses des écoles publiques est facile à expliquer. La Municipalité ne possédant actuellement que deux édifices spécialement affectés à cet usage, un troisième devra bientôt être construit, et le nombre des professeurs devra être augmenté. Daniel Mesmin est l'un de ces deux amis ; nous avons perdu la première partie de son improvisation, celle où il a dit : Cela vous donnera une idée du mérite de ces orateurs en herbe.

Le silence de la nuit et le voisinage des locataires permettaient de recueillir toutes les paroles de l'orateur sans qu'une seule fût perdue. M. Daniel Messmin arrivait ainsi à sa péroraison :

"Il est à regretter, messieurs, que les grandes civilisations n'ont fleuri que sur quatre péninsules et à la faveur des deux mers qui baignaient les villes où les beaux arts, le commerce, l'industrie ont vécu dans un accord fraternel. La presqu'île du Gange a fait d'admirables monuments avec toutes ses montagnes et des poètes épiques avec toutes ses fables et tous ses héros. La presqu'île où Corinthe s'élevait sur deux mers, *bimaris Corinthi*, a inventé la plus gracieuse architecture et la plus belle langue du monde.

"La presqu'île italienne, en citant Rome, Naples, Florence, Gênes, Venise, n'a rien à envier à ses sœurs, pour ses montagnes et ses poètes, ses peintres, ses architectes, ses héros ses navigateurs, c'est à-dire toutes l'importante grandeur que la civilisation donne à chaque beau pays.

—C'est très juste ! dit l'ex-ministre.

—L'organe de l'orateur est aussi très sympathique, dit l'esprit léger.

L'orateur poursuivait :

"Eh bien ! messieurs, pourquoi ces grands-a civilisations se sont-elles écroulées ! pourquoi en quatre pr'squ'îles, ces quatre berceaux de la pensée de l'homme et du soleil de Dieu ne sont-ils voilés que de ruines et de tombes ? Parce que les intérêts matériels n'ont jamais séparés violemment, soit haine, soit jalousie, des intérêts vivifiants de l'intelligence et des arts ; parce que le premier besoin de l'homme, le besoin de vivre, a toujours aventureux de l'esprit sont à leur poste, à la gare de la civilisation ; mais le Maure qui doit allumer la colonne de flamme et de fumée ne s'en pas encore monté au temple du grand convoi. Espérons.

—Quant à moi, je n'espère plus, dit l'homme sérieux.

—Vous désespérez donc ! remarque l'esprit léger.

—Au contraire, je suis fixé depuis longtemps sur la valeur réelle de nos hommes d'Etat.

—Je vieux nous ! dit l'interlocuteur.

—Je respecte les vieux noms, monsieur.

—Et moi aussi, dit l'ex-ministre, mais il serait temps de voir arriver aux deux tribunes des jeunes puissants noms.

L'homme sérieux acheva de boutonner son habit et s'inclina, en signe de départ, devant l'ex-ministre, qui lui dit fort gracieusement :

—Monsieur, vous abandonnez la discussion au peu trop tôt et à notre grand regret. Ah ! déclaire mieux lorsqu'on est trop.

L'homme sérieux s'écrasa en disant qu'il était pressé à la première représentation du vaudeville au théâtre Montpensier.

L'ex-ministre fit quelques pas de politesse dans le salon pour accompagner l'homme sérieux, puis il vint rejoindre l'esprit léger sous le jardin.

—Je viens de découvrir, là dans votre voisinage, quelque chose de fort curieux, dit-il ; c'est à l'ex-ministre ; c'est un club de jeunes gens, et on y fait de l'éloquence, comme au Forum ou à l'Agora.

—Oh ! c'est pour moi une nouvelle découverte, dit l'ex-ministre. J'ai fait pendre des renseignements à l'endroit de ce club, et il n'en revens que j'avais pour voisine, deux jeunes gens d'un mérite fort remarquable, et qui animent une conduite exemplaire, par ce temps de Malade et de Randegh. Ils auraient même, dit-on, une Bochonne assument aux discussions et attaqué mal les deux chambres, ouvrent et ferment les séances de la Habitation Payen, et tombent dans les bras l'un l'autre avec quelques amis dont ce petit salon, et se livrent à des exercices oratoires d'imposition dont les sujets sont désignés par le hasard. J'ai appris quelque chose de plus fort encore : on nous assomme, et je vous affirme qu'il y a beaucoup d'avenir dans la carrière de ces deux amis, très calmes. Cela nous démontre clairement qu'à côté de cette jeunesse frivole et ardente au plaisir, il y a une jeunesse sérieuse, réfléchie et honorablement ambitieuse, qui n'appréhende pas de nous donner des nouveaux à notre catalogue parlementaire. Il me tarde de voir arriver à l'œuvre cette brillante génération.

En ce moment, on entendit une voix grave, quoiqu'elle sortit d'un gosier de quatre-vingts ans, et cette voix disait : Je maintiens la parole à M. Daniel Messmin.

—Ah ! écoutons, dit l'ex-ministre ; comme vous le devinez probablement, c'est un nouveau de séance parlementaire. Nous allons entendre un de ces orateurs en herbe.

Le silence de la nuit et le voisinage des locataires permettaient de recueillir toutes les paroles de l'orateur sans qu'une seule fût perdue. M. Daniel Messmin arrivait ainsi à sa péroraison :

"Il est à regretter, messieurs, que les grandes civilisations n'ont fleuri que sur quatre péninsules et à la faveur des deux mers qui baignaient les villes où les beaux arts, le commerce, l'industrie ont vécu dans un accord fraternel. La presqu'île du Gange a fait d'admirables monuments avec toutes ses montagnes et des poètes épiques avec toutes ses fables et tous ses héros. La presqu'île où Corinthe s'élevait sur deux mers, *bimaris Corinthi*, a inventé la plus gracieuse architecture et la plus belle langue du monde.

"La presqu'île italienne, en citant Rome, Naples, Florence, Gênes, Venise, n'a rien à envier à ses sœurs, pour ses montagnes et ses poètes, ses peintres, ses architectes, ses héros ses navigateurs, c'est-